CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 76.997/2/V
du 9 septembre 2024

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant création du service de la chancellerie régionale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 76.997/2/V
van 9 september 2024

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot oprichting van de gewestelijke kanselarijdienst'

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

Le 25 juillet 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 10 septembre 2024, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant création du service de la chancellerie régionale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 9 septembre 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Dimitri YERNAULT et Pierre-Olivier DE BROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, et Ahmed TIOURIRINE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 septembre 2024.

*

Op 25 juli 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met territoriale ontwikkeling, en stadsvernieuwing, toerisme, de promotie van het imago van Brussel en biculturele zaken van gewestelijk belang verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 10 september 2024 een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit 'tot oprichting van de gewestelijke kanselarijdienst'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 9 september 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Dimitri YERNAULT en Pierre-Olivier DE BROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Ahmed TIOURIRINE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 september 2024.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait qu'à la suite des élections du 9 juin 2024, le Gouvernement ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1 En instituant une chancellerie régionale, l'arrêté en projet, notamment par son article 2, §§ 2 et 3, déroge à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (ci-après : le « statut »).

Interrogé quant à l'impossibilité pour le Secrétaire général de prendre une décision, dans le cadre des dispositions visées à l'article 2, § 3, du projet, sans obtenir l'accord préalable du Secrétaire du Gouvernement et quant à la conséquence d'un désaccord persistant entre les deux secrétaires, le délégué du Ministre a indiqué :

> « Le texte prévoit une concertation entre les deux autorités concernées. Le Secrétaire Général étant l'autorité administrative et le Secrétaire du Gouvernement l'autorité qui organisera (uniquement et) concrètement le travail dudit service. Il n'y a priori, pas d'hypothèses de désaccord entre eux. Le texte a d'ailleurs été conçu dans le sens d'une franche collaboration entre les deux autorités. Il n'est concrètement pas envisageable qu'un consensus ne soit pas trouvé en termes de décisions ».

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

Par ailleurs, questionné sur le sens des mots « l'organisation, la direction, la coordination, la gestion, le fonctionnement, le personnel ainsi que la répartition des moyens de fonctionnement du service et la conclusion des contrats en vue de la réalisation des missions », visés au même article 2, § 3, et qui déterminent les domaines pour lesquels le Secrétaire général ne peut adopter une décision sans l'accord préalable du Secrétaire du Gouvernement et quant à savoir si ces mots visent en réalité l'ensemble des prérogatives du Secrétaire général prévues à l'article 22 du statut, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

> « Il s'agit de l'organisation et le fonctionnement pratique du service, lequel est – selon le statut – soumis au Conseil de Direction et au S.G. Par exception, les prérogatives relèvent ici, pour le service Chancellerie, du Secrétaire général et du Secrétaire du Gouvernement conjointement et ce, en parfaite concertation ».

Interrogé également, d'une part, sur la portée de la notion de « gestion purement opérationnelle » que l'article 4 du projet confie au Secrétaire du Gouvernement et, d'autre part, sur la cohérence entre cette attribution et l'article 2, § 3, du projet selon lequel les décisions sont prises par le Secrétaire général, avec l'accord préalable du Secrétaire du Gouvernement, lorsqu'elles concernent « l'organisation, la direction, la coordination, la gestion, le fonctionnement, le personnel ainsi que la répartition des moyens de fonctionnement du service et la conclusion des contrats en vue de la réalisation des missions », le délégué du Ministre a indiqué :

> « Le Secrétaire du Gouvernement est l'autorité responsable des activités opérationnelles (pratico-pratiques) du secrétariat du Gouvernement. Lui seul connait des suites à donner aux décisions, demandes, etc. du Gouvernement. Il est par conséquent normal que la gestion opérationnelle de l'appui au secrétariat soit réalisée sous les instructions du Secrétaire du gouvernement.
>
> À titre d'exemples non limitatifs, ont été relevés : la préparation des réunions du Conseil des Ministres ; la communication informative relative aux réunions inter cabinets (convocation aux inter cabinets et transmission des documents) ; l'élaboration technique des ordres du jour du Conseil des Ministres ; l'élaboration technique des PV et synthèses des réunions du Conseil des Ministres ; la diffusion des documents, ordres du jour et décisions aux personnes autorisées (en amont et en aval des réunions du Conseil des Ministres) ; la publication au *Moniteur belge* des textes normatifs en résultant ».

1.2 La répartition des attributions entre le Secrétaire général et le Secrétaire du Gouvernement manque de clarté. La section de législation n'aperçoit notamment pas la distinction entre, selon les termes du délégué du Ministre, « le fonctionnement pratique du service » dont la gestion est confiée à l'autorité conjointe des deux secrétaires et « les activités opérationnelles (pratico-pratiques) » qui relèvent de la sphère de compétence exclusive du Secrétaire du Gouvernement.

Outre les difficultés à distinguer les attributions de chacune des deux autorités, et s'il est pris acte de ce que le fonctionnement ainsi fixé vise à assurer une collaboration entre les deux secrétaires, il ne peut être assuré qu'aucune divergence entre eux ne sera amenée à survenir. En l'état, le mécanisme institué, s'agissant des prérogatives conjointes, pourrait conduire à des situations de paralysie ou de contradictions.

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

À cet égard, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que, s'il se conçoit que dans le cadre de la gestion quotidienne du travail de la chancellerie, le Secrétaire de Gouvernement soit le premier interlocuteur des chanceliers, il n'en demeure pas moins que ceux-ci demeurent des agents du Service public régional de Bruxelles [1] soumis, notamment s'agissant de la discipline, à l'autorité du Secrétaire général [2].

La répartition des attributions entre le Secrétaire général et le Secrétaire du Gouvernement sera revue et clarifiée à la lumière des observations qui précèdent.

1.3 Plus particulièrement, la section de législation n'aperçoit pas la portée de la distinction entre la « direction opérationnelle » visée à l'article 3, § 2, alinéa 3, et la « gestion purement opérationnelle » visée à l'article 4, toutes deux confiées au Secrétaire du Gouvernement. Les deux phrases paraissent en réalité redondantes. Sauf à justifier la portée de ces deux textes, une des deux dispositions sera revue ou omise.

2. Le premier considérant du préambule pourrait être interprété comme indiquant que l'intention de l'auteur du projet est de titulariser les collaborateurs du Ministre-Président, exerçant les fonctions qui seront confiées à la chancellerie, dans la fonction de chancelier. Interrogé à cet égard, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « En ce qui concerne le premier considérant, il va de soi qu'il s'agit de pérenniser les fonctions au sein du Service Public Fédéral de Bruxelles (SPRB) et non de confirmer les personnes, quelles qu'elles soient. Si actuellement ces fonctions (de chanceliers) sont bien exercées au sein du Cabinet du Ministre-Président, il reste que le Gouvernement a, dès sa mise en place, décidé (via la DPR) de faire sortir ces missions essentielles du champ temporaire du cycle politique.
>
> Les postes seront donc bien ouverts à tous les candidats, selon les principes de l'égalité d'accès à la fonction publique ».

Il en est pris acte.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1er sera revu afin de viser, en lieu et place de l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', « l'article 40, § 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 » 'visant à achever la structure fédérale de l'État'.

2. L'alinéa 5 sera complété par l'indication de la date de l'accord du ministre du Budget, à savoir le 4 juin 2024.

[1] Interrogé sur ce point, le délégué du Ministre a confirmé que la chancellerie fera partie intégrante du Service public régional de Bruxelles et ne sera pas une entité distincte comme l'est par exemple Bruxelles Fiscalité.

[2] Articles 73 et 313 du statut, le délégué du Ministre indiquant que les chanceliers seront des agents de niveau B ou C.

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

3. L'alinéa 6 sera complété par le numéro et la date du protocole du Comité de Secteur XV, à savoir « 2024-24 » du 20 juin 2024.

DISPOSITIF

Article 1er

Au 3°, le mot « Secrétaire » est défini alors qu'il n'est pas utilisé dans la suite du dispositif. Soit il sera remplacé par les mots « Secrétaire du Gouvernement », soit les mots « Secrétaire du Gouvernement » seront remplacés par le mot « Secrétaire » dans le dispositif.

Article 2

Au paragraphe 3, il est précisé qu'en dérogation, notamment, à l'article 23 du statut, le Secrétaire général doit obtenir l'accord du Secrétaire du Gouvernement. L'article 23 du statut concerne cependant les prérogatives des directeurs généraux et non du Secrétaire général. Interrogé sur ce point, et quant à savoir si cela impliquait que les attributions des directeurs généraux étaient donc confiées au Secrétaire général, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « Oui, pour ce qui concerne le service de Chancellerie. En pratique, c'est le 4° du § 3 de l'article 23 qui est visé ».

L'article 23 du statut n'est toutefois pas divisé en paragraphes.

Le paragraphe 3 sera revu afin d'être clarifié.

Article 3

1. Au paragraphe 2, alinéa 1er, l'utilité de la précision selon laquelle la mission d'appui au Secrétaire du Gouvernement est exercée « d'office » par le service administratif de chancellerie régionale n'apparait pas. Les mots « d'office » seront omis.

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, interrogé quant à savoir si la mission de la chancellerie, s'agissant des publications au *Moniteur belge*, se limite effectivement aux « textes normatifs » à l'exclusion des autres textes devant être publiés, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « La chancellerie veillera aux publications des textes normatifs au M.B. qui résultent de la responsabilité du Gouvernement dans son ensemble. La publication des textes qui résultent de la responsabilité d'un Ministre resteront, comme c'est le cas actuellement, de la responsabilité des cabinets respectifs ».

La mission de la chancellerie sera précisée compte tenu des explications du délégué du Ministre.

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

Article 4

La disposition ne comportant qu'un alinéa, le sigle « §1 » sera omis.

Cette mention sera également omise dans les articles 6 et 9 du projet.

Article 5

Dans la version française, l'alinéa unique se terminera par un point.

Article 6

Selon le paragraphe 1er, alinéa 3, le profil de fonction des chanceliers est élaboré par le Secrétaire général en concertation avec le Secrétaire de Gouvernement. Or, selon la notification de la décision du Gouvernement, ce dernier a déjà arrêté un profil de fonctions. Interrogé sur ce point, le délégué du Ministre a confirmé que

> « [l]e profil de fonction de base a été approuvée par le Gouvernement mais il reste quelques détails techniques à discuter entre les deux autorités ».

L'adoption du profil de fonction ne pourra se faire que postérieurement à l'entrée en vigueur du projet, qui crée la fonction de chancelier, conformément à la procédure qu'il détermine.

Article 9

Interrogé sur la définition de la notion de « service d'appui au secrétaire du Gouvernement du service administratif de chancellerie régionale » et sur l'existence de plusieurs services au sein de la chancellerie, le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

> « À ce stade, la chancellerie ne serait pas divisée en plusieurs services dès lors que les missions à lui confier ne concernent que le service d'appui au Secrétaire du Gouvernement ; il s'agit donc que d'un 'embryon' de chancellerie destinée à assurer le fonctionnement du secrétariat du Gouvernement. Cependant, le service pourrait à l'avenir voir ses compétences élargies à d'autres missions (du moins si le prochain Gouvernement le souhaite), telles que la centralisation des questions parlementaires transversales par exemple, càd celles générales touchant plusieurs administrations ».

Dès lors que le projet ne crée pas plusieurs services au sein de la chancellerie, mieux vaut omettre les mots « du service d'appui au secrétaire du Gouvernement », qui sont inutiles et de nature à générer de la confusion.

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

Article 10

À l'alinéa 3, 2°, les mots « d'absence » seront ajoutés après les mots « le premier jour ».

*

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de verkiezingen van 9 juni 2024 tot gevolg hebben dat de regering sedert die datum niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1 In zoverre het ontworpen besluit, met name artikel 2, §§ 2 en 3, een gewestelijke kanselarijdienst opricht, wijkt het af van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel' (hierna: "het statuut").

Op een vraag over het feit dat de secretaris-generaal in het kader van de bepalingen die in artikel 2, § 3, van het ontwerp worden vermeld, geen beslissing kan nemen zonder de voorafgaande instemming van de secretaris van de regering, en over de gevolgen indien beide secretarissen zonder overeenstemming blijven, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Le texte prévoit une concertation entre les deux autorités concernées. Le Secrétaire Général étant l'autorité administrative et le Secrétaire du Gouvernement l'autorité qui organisera (uniquement et) concrètement le travail dudit service. Il n'y a priori, pas d'hypothèses de désaccord entre eux. Le texte a d'ailleurs été conçu dans le sens d'une franche collaboration entre les deux autorités. Il n'est concrètement pas envisageable qu'un consensus ne soit pas trouvé en termes de décisions."

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

Voorts zijn aan de gemachtigde van de minister in verband met datzelfde artikel 2, § 3, vragen gesteld over de betekenis van de passage "de organisatie, de leiding, de coördinatie, het beheer, de werking, het personeel alsmede betreffende de verdeling van de werkingsmiddelen van de dienst en het sluiten van overeenkomsten met het oog op de uitvoering van de opdrachten", waarmee wordt aangegeven op welke domeinen de secretaris-generaal geen beslissing kan nemen zonder de voorafgaande instemming van de secretaris van de regering. Ook is gevraagd of die woorden in werkelijkheid betrekking hebben op alle prerogatieven van de secretaris-generaal waarin artikel 22 van het statuut voorziet. De gemachtigde heeft het volgende geantwoord:

> "Il s'agit de l'organisation et le fonctionnement pratique du service, lequel est – selon le statut – soumis au Conseil de Direction et au S.G. Par exception, les prérogatives relèvent ici, pour le service Chancellerie, du Secrétaire général et du Secrétaire du Gouvernement conjointement et ce, en parfaite concertation."

Aan de gemachtigde van de minister is ook nog gevraagd, enerzijds, wat het "zuiver operationele beheer" dat bij artikel 4 van het ontwerp aan de secretaris van de regering wordt toevertrouwd, precies inhoudt, en, anderzijds, wat de samenhang is tussen die bevoegdheid en artikel 2, § 3, van het ontwerp, volgens hetwelk de beslissingen, mits voorafgaande instemming van de secretaris van de regering, door de secretaris-generaal worden genomen wanneer het gaat om "de organisatie, de leiding, de coördinatie, het beheer, de werking, het personeel alsmede betreffende de verdeling van de werkingsmiddelen van de dienst en het sluiten van overeenkomsten met het oog op de uitvoering van de opdrachten". De gemachtigde heeft het volgende verklaard:

> "Le Secrétaire du Gouvernement est l'autorité responsable des activités opérationnelles (pratico-pratiques) du secrétariat du Gouvernement. Lui seul connait des suites à donner aux décisions, demandes, etc. du Gouvernement. Il est par conséquent normal que la gestion opérationnelle de l'appui au secrétariat soit réalisée sous les instructions du Secrétaire du gouvernement.
>
> À titre d'exemples non limitatifs, ont été relevés: la préparation des réunions du Conseil des Ministres; la communication informative relative aux réunions inter cabinets (convocation aux inter cabinets et transmission des documents); l'élaboration technique des ordres du jour du Conseil des Ministres; l'élaboration technique des PV et synthèses des réunions du Conseil des Ministres; la diffusion des documents, ordres du jour et décisions aux personnes autorisées (en amont et en aval des réunions du Conseil des Ministres); la publication au *Moniteur belge* des textes normatifs en résultant."

1.2 Het is onvoldoende duidelijk hoe de bevoegdheden zijn verdeeld over de secretaris-generaal en de secretaris van de regering. De afdeling Wetgeving begrijpt met name niet het onderscheid tussen wat de gemachtigde van de minister "le fonctionnement pratique du service" noemt, waarvan het beheer onder het gezamenlijke gezag van de twee secretarissen wordt geplaatst, en "les activités opérationnelles (pratico-pratiques)", waarvoor de secretaris van de regering als enige bevoegd is.

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

Los van het feit dat de bevoegdheden van elk van die twee gezagsdragers moeilijk te onderscheiden zijn, en hoewel er akte van wordt genomen dat de aldus vastgestelde werkwijze bedoeld is om een samenwerking tussen beide secretarissen te verzekeren, kan niet worden gegarandeerd dat dezen altijd zullen overeenkomen. In verband met de gezamenlijke prerogatieven zou de ingevoerde regeling in haar huidige vorm kunnen leiden tot impasses of tegenstrijdigheden.

In dat verband wordt de steller van het ontwerp erop geattendeerd dat het weliswaar denkbaar is dat de secretaris van de regering in het kader van het dagelijkse beheer van de werkzaamheden van de kanselarij het eerste aanspreekpunt is voor de kanseliers, maar dat dit niet wegneemt dat die kanseliers ambtenaren van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel[1] blijven die, met name in tuchtzaken, aan het gezag van de secretaris-generaal onderworpen zijn.[2]

De verdeling van de bevoegdheden over de secretaris-generaal en de secretaris van de regering moet in het licht van de bovenstaande opmerkingen worden herzien en verduidelijkt.

1.3 De afdeling Wetgeving begrijpt meer in het bijzonder niet wat het onderscheid inhoudt tussen de "operationele leiding", vermeld in artikel 3, § 2, derde lid, en het "zuiver operationele beheer", vermeld in artikel 4, die beide aan de secretaris van de regering worden toevertrouwd. In werkelijkheid lijken beide zinnen redundant. Een van die twee bepalingen moet worden herzien of worden weggelaten, tenzij die beide teksten inhoudelijk kunnen worden gemotiveerd.

2. Men zou de eerste overweging van de aanhef zo kunnen interpreteren dat de steller van het ontwerp de bedoeling heeft de medewerkers van de minister-president die de functies uitoefenen die aan de kanselarij zullen worden toevertrouwd, te benoemen in het ambt van kanselier. Op een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "En ce qui concerne le premier considérant, il va de soi qu'il s'agit de pérenniser les fonctions au sein du Service Public Fédéral de Bruxelles (SPRB) et non de confirmer les personnes, quelles qu'elles soient. Si actuellement ces fonctions (de chanceliers) sont bien exercées au sein du Cabinet du Ministre-Président, il reste que le Gouvernement a, dès sa mise en place, décidé (via la DPR) de faire sortir ces missions essentielles du champ temporaire du cycle politique.
>
> Les postes seront donc bien ouverts à tous les candidats, selon les principes de l'égalité d'accès à la fonction publique."

Daarvan wordt akte genomen.

[1] Op een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat de kanselarij integraal deel zal uitmaken van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, en geen aparte entiteit zal vormen zoals bijvoorbeeld Brussel Fiscaliteit dat is.

[2] Artikelen 73 en 313 van het statuut. De gemachtigde van de minister stelt dat de kanseliers ambtenaren van niveau B of C zullen zijn.

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het eerste lid moet worden herzien, zodat het niet verwijst naar artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', maar naar "artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993" 'tot vervollediging van de federale staatsstructuur'.

2. In het vijfde lid moet de datum van de akkoordbevinding van de minister van Begroting worden toegevoegd, te weten 4 juni 2024.

3. Het zesde lid moet worden aangevuld met het nummer en de datum van het protocol van Sectorcomité XV, te weten respectievelijk 2024-04 en 20 juni 2024.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Punt 3° bevat een definitie van de "secretaris", hoewel die term in het vervolg van het dispositief niet wordt gebruikt. Ofwel moet het woord "secretaris" worden vervangen door de woorden "secretaris van de regering", ofwel moeten de woorden "secretaris van de regering" in het dispositief worden vervangen door het woord "secretaris".

Artikel 2

In paragraaf 3 wordt bepaald dat de secretaris-generaal in afwijking van onder andere artikel 23 van het statuut de instemming moet verkrijgen van de secretaris van de regering. Artikel 23 van het statuut heeft echter betrekking op de prerogatieven van de directeurs-generaal en niet van de secretaris-generaal. Op een vraag daarover, en op de vraag of dat impliceert dat de bevoegdheden van de directeurs-generaal dus aan de secretaris-generaal worden toevertrouwd, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Oui, pour ce qui concerne le service de Chancellerie. En pratique, c'est le 4° du § 3 de l'article 23 qui est visé."

Artikel 23 van het statuut is echter niet onderverdeeld in paragrafen.

Paragraaf 3 moet worden herzien en verduidelijkt.

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

Artikel 3

1. In paragraaf 2, eerste lid, blijkt niet welk nut het heeft te preciseren dat de opdracht inzake ondersteuning van de secretaris van de regering "ambtshalve" door de gewestelijke administratieve kanselarijdienst wordt uitgevoerd. Het woord "ambtshalve" moet worden weggelaten.

2. In verband met paragraaf 2, tweede lid, is aan de gemachtigde van de minister gevraagd of de opdracht van de kanselarij betreffende de bekendmakingen in het *Belgisch Staatsblad* inderdaad beperkt blijft tot "normerende teksten", met uitsluiting van de andere bekend te maken teksten. De gemachtigde heeft het volgende gesteld:

> "La chancellerie veillera aux publications des textes normatifs au M.B. qui résultent de la responsabilité du Gouvernement dans son ensemble. La publication des textes qui résultent de la responsabilité d'un Ministre resteront, comme c'est le cas actuellement, de la responsabilité des cabinets respectifs."

De opdracht van de kanselarij moet nader worden omschreven, rekening houdend met de uitleg van de gemachtigde van de minister.

Artikel 4

De vermelding "§ 1" moet worden weggelaten aangezien de bepaling slechts één lid telt.

Ook in de artikelen 6 en 9 van het ontwerp moet die vermelding worden weggelaten.

Artikel 5

De Franse tekst van het enige lid van deze bepaling moet eindigen met een zinseindepunt.

Artikel 6

Volgens paragraaf 1, derde lid, wordt het functieprofiel van de kanseliers uitgewerkt door de secretaris-generaal, in overleg met de secretaris van de regering. Maar volgens de notificatie van de beslissing van de regering heeft de regering al een functieprofiel vastgesteld. Op een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister het volgende bevestigd:

> "Le profil de fonction de base a été approuvée par le Gouvernement mais il reste quelques détails techniques à discuter entre les deux autorités."

Het functieprofiel kan pas worden bepaald na de inwerkingtreding van het ontwerp waarbij de functie van kanselier wordt ingevoerd, overeenkomstig de procedure die het ontwerp vaststelt.

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡

Artikel 9

Op een vraag over de definitie van het begrip "ondersteunende dienst voor de secretaris van de regering van de gewestelijke administratieve kanselarijdienst" en over het bestaan van meerdere diensten binnen de kanselarij, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "À ce stade, la chancellerie ne serait pas divisée en plusieurs services dès lors que les missions à lui confier ne concernent que le service d'appui au Secrétaire du Gouvernement ; il s'agit donc que d'un 'embryon' de chancellerie destinée à assurer le fonctionnement du secrétariat du Gouvernement. Cependant, le service pourrait à l'avenir voir ses compétences élargies à d'autres missions (du moins si le prochain Gouvernement le souhaite), telles que la centralisation des questions parlementaires transversales par exemple, càd celles générales touchant plusieurs administrations."

Aangezien het ontwerp niet strekt tot oprichting van meerdere diensten binnen de kanselarij, is het beter de woorden "van de ondersteunende dienst voor de secretaris van de regering" weg te laten. Ze zijn overbodig en kunnen tot verwarring leiden.

Artikel 10

In het derde lid, 2°, moet het woord "afwezigheid" worden toegevoegd na de woorden "vanaf de eerste dag".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Bernard BLERO

‡LW-BIJYOAICJ-HGJJHQW‡